



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPECIALE n° 42 du 11 décembre 2007

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 12 décembre 2007

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	758
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	758
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	758
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique	758
Extrait de l'arrêté du 28 novembre 2007 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour les arrondissements de Nancy, Lunéville et Toul	758
Extrait de l'arrêté du 28 novembre 2007 portant suppression des commissions d'examen des situations de surendettement des particuliers de Lunéville - canton de Saint-Nicolas-de-Port et Toul-Nancy-campagne, et modification du champ de compétence de la commission de Nancy-CUGN	758
Extrait de l'arrêté du 29 novembre 2007 portant prolongation des mandats des personnes compétentes en économie sociale familiale, et juristes, pour la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Lunéville - canton de Saint-Nicolas-de-Port	758
Extrait de l'arrêté du 29 novembre 2007 portant prolongation des mandats des personnes compétentes en économie sociale familiale, et juristes, pour les commissions d'examen des situations de surendettement des particuliers de Nancy-CUGN et de Briey	758
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières	758
Arrêté du 7 décembre 2007 accordant délégation de pouvoirs à Monsieur Gérard MULLER, chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'Office National des Forêts	758
Arrêté n° 07.BMSSE.130 du 7 décembre 2007 accordant délégation de signature à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur de cabinet	759
Arrêté n° 07.BMSSE.131 du 10 décembre 2007 portant modification de la délégation de suppléance à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Briey	760

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Direction du développement durable et des politiques interministérielles**Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique***Extrait de l'arrêté du 28 novembre 2007 portant composition de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers pour les arrondissements de Nancy, Lunéville et Toul**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont désignés pour siéger au sein de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers, compétente pour les arrondissements de Nancy, Lunéville et Toul :

Au titre des associations familiales ou de consommateurs

Titulaire

- Mlle Sandrine PRAT-PASSET de l'union départementale de la confédération générale du logement – maison des syndicats – 2 rue Jean Jaurès – 54800 CONFLANS EN JARNISY

Suppléant

- Mme Anne-Marie TAINGLAND de l'union départementale consommation logement cadre de vie – 2 rue des Fabriques – 54000 NANCY

Au titre de l'association française des établissements de crédit et d'investissement

Titulaire

- Mme Catherine RENAULD responsable du service recouvrement- crédit immobilier de France-est – 16 rue Raymond Poincaré – 54000 NANCY

Suppléant

- M. Jean-Pierre SKIERKOWSKI - CETELEM – immeuble Millenium – 213 Zac cœur Bastide – 9/13 rue Jean-Paul Alaux – 33072 BORDEAUX CEDEX.

Au titre de la personne compétente en économie sociale et familiale

- M. Jean-Paul LACRESSE, représentant de la caisse d'allocations familiales – 10 allée Saint Exupéry – 54510 TOMBLAINE

Au titre de la personne juriste

- une personne proposée par madame la première présidente de la cour d'appel de Nancy.

Art. 2 : Le présent arrêté est applicable à compter du 1^{er} janvier 2008 jusqu'au renouvellement des membres de la commission en mars 2008.

Art. 3 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet chargé de la cohésion sociale, M. le directeur du développement durable et des politiques interministérielles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 28 novembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté du 28 novembre 2007 portant suppression des commissions d'examen des situations de surendettement des particuliers de Lunéville - canton de Saint-Nicolas-de-Port et Toul-Nancy-campagne, et modification du champ de compétence de la commission de Nancy-CUGN

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Les arrêtés préfectoraux du 10 décembre 2002 portant création des commissions d'examen des situations de surendettement des particuliers de Lunéville-canton de Saint-Nicolas-de-Port et de Toul-Nancy-campagne sont abrogés.

Art. 2 : Le champ de compétence géographique de la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Nancy-CUGN, créée par arrêté préfectoral du 10 décembre 2002, est élargi à l'ensemble de l'arrondissement de Nancy, ainsi qu'aux arrondissements de Lunéville et Toul.

Art. 3 : La composition de cette commission est la suivante :

- Le préfet, président, ou le sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, ou le directeur du développement durable et des politiques interministérielles de la préfecture, son représentant,
- Le trésorier-payeur-général, vice-président, ou son représentant,
- Le directeur des services fiscaux ou son représentant,
- Le représentant local de la Banque de France, secrétaire,
- Une personnalité de l'association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, ou son suppléant,
- Une personnalité représentant les associations familiales ou de consommateurs, ou son suppléant,
- Une personnalité compétente en économie sociale et familiale,
- Une personne juriste.

Art. 4 : Le présent arrêté est applicable à compter du 1^{er} janvier 2008.

Art. 5 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet chargé de la cohésion sociale, M. le directeur du développement durable et des politiques interministérielles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 28 novembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté du 29 novembre 2007 portant prolongation des mandats des personnes compétentes en économie sociale familiale, et juristes, pour la commission d'examen des situations de surendettement des particuliers de Lunéville - canton de Saint-Nicolas-de-Port

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le mandat des membres des commissions de Lunéville-canton de Saint-Nicolas-de-Port désignés par l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2006 susvisé est prolongé jusqu'au 31 décembre 2007.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 29 novembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté du 29 novembre 2007 portant prolongation des mandats des personnes compétentes en économie sociale familiale, et juristes, pour les commissions d'examen des situations de surendettement des particuliers de Nancy-CUGN et de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le mandat des membres des commissions de NANCY-CUGN et de BRIEY désignés par les arrêtés préfectoraux des 4 décembre 2006 susvisés est prolongé jusqu'au 1^{er} mars 2008.

Art. 2 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY, M. le sous-préfet chargé de la cohésion sociale, M. le directeur du développement durable et des politiques interministérielles sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont ampliation sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 29 novembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

*Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières***Arrêté du 7 décembre 2007 accordant délégation de pouvoirs à Monsieur Gérard MULLER, chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'Office National des Forêts**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu l'article 1^{er} de la loi n°64-1 278 du 23 décembre 1964 créant l'Office National des Forêts ;
 Vu l'article R.134-8 du code forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier ;
 Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de pouvoirs est donnée à Monsieur Gérard MULLER, en sa qualité de chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'Office National des Forêts afin de présider les ventes par adjudication publique sur soumissions et au rabais de bois façonnés provenant de forêts domaniales et de forêts de collectivités.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Gérard MULLER, chef du service commercial de l'agence de Nancy-Nord de l'Office National des Forêts, affiché dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 7 décembre 2007

Le préfet,
 Hugues PARANT

Arrêté n° 07.BMSSE.130 du 7 décembre 2007 accordant délégation de signature à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur de cabinet

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 19 août 2004 nommant Monsieur Éric MAIRE sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

Vu le décret du président de la République en date du 10 mars 2005, nommant Monsieur Philippe RONSSIN sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

Vu le décret du président de la République en date du 28 juillet 2006 nommant Monsieur Jérôme NORMAND en qualité de sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 11 septembre 2006 nommant Monsieur Jacques RANCHERE en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation est donnée à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur du cabinet, à l'effet de signer :

a) Tous actes, documents, correspondances et arrêtés individuels ou réglementaires ainsi que les ampliations de ces arrêtés au titre des compétences exercées par le préfet et dans le cadre des attributions du cabinet du préfet ;

BUREAU DES AFFAIRES POLITIQUES

- Affaires liées aux élections et distinctions honorifiques

BUREAU DE LA PREVENTION ET DE LA SECURITE

- Affaires liées à la sécurité et l'ordre public, à la conférence départementale de sécurité, au conseil départementale de prévention, au secrétariat de la commission de la lutte contre le travail illégal, à la sécurité routière

BUREAU DE LA COMMUNICATION

- Annonces judiciaires et légales, communiqués de presse

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE

- Sécurité civile, protection des populations, secours aux personnes, catastrophes naturelles, inondations, défense civile et gestion des crises, explosifs, présidence des commissions de sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées

- Les arrêtés d'hospitalisation d'office

- Les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrements des détenus entre les établissements pénitentiaires et l'Unité hospitalière sécurisée interrégionale (UHSI) de Nancy

- Les arrêtés de réquisition de médecins dans le cadre de la permanence des soins

b) Les arrêtés concernant les situations issues du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires de Meurthe-et-Moselle.

Art. 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Jacques RANCHERE, au titre des crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale pour les paragraphes dont il assure la responsabilité de gestion au titre de directeur de cabinet.

Art. 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jacques RANCHERE, la délégation définie aux articles 1 et 2 est donnée à Monsieur Jean-Michel MOUGARD, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture et à Mademoiselle Marie-Line BOULANGER, directeur adjoint du cabinet.

Art. 4 : Les actes et documents n'entraînant pas de décision relevant des délégations visées à l'article 1er ainsi que les documents comptables visés à l'article 2 ci-dessus peuvent être signés dans le domaine de responsabilité de leur bureau par les agents désignés ci-après :

BUREAU DES AFFAIRES POLITIQUES

- Monsieur Yann NEGRO, attaché de préfecture, chef du bureau des affaires politiques

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Madame Valérie SCHOLL, secrétaire administrative de classe exceptionnelle et à Madame Geneviève LASKOWSKI, secrétaire administrative de classe exceptionnelle pour les courriers internes à la préfecture et les bordereaux d'envoi.

BUREAU DE LA PREVENTION ET DE LA SECURITE

- Monsieur Alexandre SCHUL, attaché de préfecture, chef du bureau de la prévention et de la sécurité

BUREAU DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LA PRESSE

- Mademoiselle Béatrice MOUGEL, attachée de préfecture, chef de bureau de la communication et des relations avec la presse

- Madame Martine GILLET, secrétaire administrative de classe normale

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE :

- Monsieur Pascal SEYLLER, attaché principal, Chef du service interministériel de défense et de protection civile

- Monsieur Olivier BECKER, attaché de préfecture, adjoint au Chef du service interministériel de défense et de protection civile

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Madame Roxane THOMAS, attachée, Monsieur Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe normale et à Madame Christiane BALLE, secrétaire administrative.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur SEYLLER, chef du service interministériel de défense et de protection civile et membre titulaire avec voix délibérative de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée comme membre suppléant avec voix délibérative aux fonctionnaires suivants du service interministériel de défense et de protection civile :

- Monsieur Olivier BECKER, attaché, adjoint du chef de bureau du service interministériel de défense et de protection civile,

- Madame Roxane THOMAS, attachée,

- Monsieur Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif,

- Madame Christiane BALLE, secrétaire administrative.

Art. 5 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur du cabinet, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du Code de la Santé Publique),

- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire, - la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,

- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),

- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;

- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;

- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;

- les décisions portant :

. refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour

. retrait de récépissé de carte de séjour ou d'autorisation provisoire de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Art. 6 : Demeurent réservés à la signature de M. le préfet :

a) les ordres de réquisition de la force publique et de l'autorité militaire

b) les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du grand Nancy.

Art. 7 : L'arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.69 du 20 août 2007 accordant délégation de signature à M. RANCHERE, directeur de cabinet, est abrogé.

Art. 8 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Jacques RANCHERE, directeur du cabinet, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera

adressée à Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission et à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 7 décembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté n° 07.BMSSE.131 du 10 décembre 2007 portant modification de la délégation de suppléance à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Briey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 45 ;
Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu le décret du président de la République en date du 10 mars 2005, nommant Monsieur Philippe RONSSIN sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;
Vu le décret du président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
Vu l'arrêté préfectoral n°07.BMSSE.129 du 3 décembre 2007 accordant délégation de suppléance à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

A R R E T E

Art. 1^{er} : Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté n° 07.BMSSE.129 du 3 décembre 2007 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey, est chargé d'assurer la suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle du dimanche 30 décembre 2007 au mardi 1^{er} janvier 2008 inclus. »

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de Lunéville, à Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville et à Monsieur Jacques RANCHERE, directeur du cabinet, ainsi qu'à Monsieur le Trésorier-payeur général.

Nancy, le 10 décembre 2007

Le préfet,
Hugues PARANT

